



HAL
open science

Equateur : nouvelle victoire des élites et limites du camp populaire

Andrés Chiriboga

► To cite this version:

Andrés Chiriboga. Equateur : nouvelle victoire des élites et limites du camp populaire. Les Études du CERI, 2024, Amérique latine. L'Année politique 2023, 271-272, pp.21-26. 10.25647/etudesduceri.271-272.04 . hal-04419253

HAL Id: hal-04419253

<https://sciencespo.hal.science/hal-04419253>

Submitted on 26 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Equateur : nouvelle victoire des élites et limites du camp populaire

par Andrés Chiriboga

En 2023, la politique équatorienne a été marquée par la débâcle du président Guillermo Lasso qui, outre ses mauvaises relations avec une grande partie de la classe politique, a été incapable d'apporter des réponses à la crise économique et sécuritaire du pays. En novembre, son mandat, qui devait initialement s'achever en mai 2025, a pris fin prématurément. L'activation du mécanisme constitutionnel connu sous le nom de « mort croisée » (*muerte cruzada*)¹ a permis la transition vers un nouveau gouvernement après que Lasso a dissous l'Assemblée nationale en raison des mauvaises relations entretenues avec la plupart des forces politiques en présence et afin d'échapper à une procédure d'*impeachment* qui aurait pu entraîner sa censure et sa destitution. Par ailleurs, les élections extraordinaires d'août et octobre n'ont pas profité aux forces politiques de gauche mais à Daniel Noboa, un jeune oligarque qui a réussi à combiner son héritage politique et ses pratiques clientélistes avec une image moderne et un discours critique à l'égard des partis traditionnels et de leurs disputes².

La fin de Lasso

En mai 2023, le banquier vainqueur de l'élection présidentielle de 2021 a dissous l'Assemblée nationale, déclenchant, pour la première fois dans l'histoire constitutionnelle du pays, le mécanisme de « mort croisée ». Cette décision a été très controversée, car Lasso y a eu recours pour échapper à une éventuelle destitution³. La convocation aux élections a mis un terme à une mauvaise gestion gouvernementale sur fond de tension entre l'exécutif et les forces politiques représentées au Parlement. La fin du gouvernement Lasso marque également celle de l'aventure politique du banquier et de son parti, Créer des opportunités (CREO), après dix ans de présence sur la scène politique équatorienne. Lors des élections extraordinaires, Lasso ne s'est pas porté candidat et n'a pas présenté de candidats à l'Assemblée nationale.

¹ L'article 148 de la Constitution équatorienne, en vigueur depuis 2008, confère au président de la République le pouvoir de dissoudre l'Assemblée nationale si celle-ci outrepassé ses fonctions, entrave l'exécution du Plan de développement ou bien en cas de crise politique grave. Cependant, l'utilisation de ce dispositif oblige à tenir des élections présidentielle et législatives extraordinaires.

² Les élections ont eu lieu le 20 août (législatives et premier tour de la présidentielle) et le 15 octobre 2023 (second tour de la présidentielle).

³ En mai 2023, Lasso a été mis en accusation pour ses décisions et omissions dans une affaire de détournement de fonds dans le secteur pétrolier. Les plaignants à l'Assemblée nationale l'ont accusé d'avoir été informé d'irrégularités dans le contrat entre l'entreprise publique Flota Petrolera Ecuatoriana (Flopec) et la société offshore Amazonas Tanker Pool, et de n'avoir rien fait pour les empêcher. En outre, l'Assemblée a souligné l'implication du beau-frère du président, Danilo Carrera, dans la gestion opaque des entreprises publiques du secteur de l'énergie. Selon des rapports des services de renseignement antidrogue divulgués par un média, l'entourage du président faisait l'objet d'une enquête sur ses liens avec la mafia albanaise qui transporte de la drogue de l'Amérique du Sud vers l'Europe. Il a été révélé que cette enquête avait été suspendue sur ordre de l'exécutif. Le 30 novembre 2023, l'Assemblée nouvellement élue a décidé de reprendre le procès contre l'ancien président Guillermo Lasso. Il n'y a eu ni censure ni destitution, ce dernier ayant déjà quitté le pouvoir ; mais l'Assemblée a déterminé qu'il était coupable et a requis l'intervention de la justice.

Lasso a gouverné en formant des alliances politiques de manière erratique et il s'est fait des ennemis politiques de toutes sortes. Vainqueur de l'élection présidentielle de 2021 mais privé de majorité parlementaire, il a dû élargir sa base de soutien afin de pouvoir gouverner. Après avoir battu Révolution citoyenne (RC) – le parti de centre gauche de l'ancien président Rafael Correa – au second tour, il a procédé à une première approche parlementaire avec ce groupe politique ainsi qu'avec le Parti social-chrétien (PSC), chasse gardée de l'oligarchie traditionnelle de la côte équatorienne. Cependant, il est revenu sur son engagement et a préféré négocier ponctuellement avec des figures issues des bancs de Pachakutik (PK), le parti du mouvement indigène, et Gauche démocratique (ID), celui de la traditionnelle social-démocratie. Ces deux partis avaient obtenu de bons résultats lors des élections législatives de 2021 et disposaient de blocs importants à l'Assemblée. Après RC, le PK et l'ID étaient les deuxième et troisième forces politiques au Parlement, devant le PSC et CREO. Mais l'accord parlementaire de Lasso était très faible et a provoqué la scission des blocs PK et ID. Ces partis ont traversé de graves crises qui se sont reflétées dans leurs mauvais résultats aux élections extraordinaires de 2023. Le président a présenté neuf projets de loi au cours de son mandat, dont trois ont été rejetés et deux n'ont pas été traités. Seul un projet important, la réforme fiscale de novembre 2021, a abouti après l'abstention insolite du bloc parlementaire RC. L'Assemblée n'a donc pas adopté de motion sur la loi et celle-ci a été promulguée sous forme de décret-loi dans sa version originale.

Avant l'activation de la « mort croisée », la popularité du président était en berne. En mai 2023, deux ans après son entrée en fonction, Lasso était au plus bas dans les sondages, avec seulement 13 % des Equatoriens jugeant sa gestion favorablement⁴. Il n'a pas su enrayer la grave crise économique et sécuritaire que connaît le pays depuis plusieurs années. Cette crise est le résultat de mauvaises décisions et du manque de leadership face aux conséquences de la pandémie, de la crise de la dette dans le Sud global et de la pénétration accrue des réseaux de narcotrafiquants dans le pays. En matière économique, Lasso a poursuivi les politiques d'austérité et d'ajustement inaugurées par son prédécesseur, Lenín Moreno (2017-2021), en réponse aux exigences du Fonds monétaire international (FMI)⁵, tout en permettant aux banques privées, secteur dont il est issu, d'augmenter leur marge de profit. Ainsi, de décembre 2021 à décembre 2022, les bénéfices nets des banques équatoriennes sont passés de 387 à 664 millions, ce qui représente une croissance de 71,3 %⁶.

En matière de sécurité, selon les données du ministère de l'Intérieur, les morts violentes ont augmenté de 65 %, faisant de l'Equateur l'un des pays les plus dangereux d'Amérique latine. Pendant le mandat de Lasso, quatorze massacres ont été perpétrés dans les prisons où trois gangs rivaux (les Choneros, les Lobos et les Tiguerones) s'affrontent pour contrôler les activités

⁴ Données de la société de sondage Perfiles de Opinión (mai 2023). Selon la même société, le taux d'approbation de Lasso est tombé en dessous de 10 % en août 2023. En septembre 2023, l'institut de sondage international CID Gallup l'a classé comme le président le plus impopulaire d'Amérique latine avec Dina Boluarte au Pérou.

⁵ L. Arias et A. Chiriboga, « La ruta al "paquetazo" y el retorno de la economía fondomonetarista al Ecuador », in F. Ramírez Gallegos (dir.), *Octubre y el derecho a la resistencia. Revuelta popular y neoliberalismo autoritario en Ecuador*, Buenos Aires, CLASCO, 2020, pp. 169-193.

⁶ Asobanca, « Evolución de la Banca Privada Ecuatoriana (diciembre 2022) » (<https://asobanca.org.ec/wp-content/uploads/2023/01/Evolucion-de-la-Banca-12-2022-completo-1.pdf>).

criminelles du pays tout entier. Les administrations Moreno et Lasso n'ont pas su faire face à un scénario sécuritaire en pleine mutation : les accords de paix signés le 24 novembre 2016 entre le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ont conduit une myriade de petits groupes armés à se disputer les réseaux et les connexions avec les grands cartels qui utilisent la frontière nord de l'Equateur pour acheminer la drogue vers l'Amérique du Nord⁷. La multiplication des réseaux de trafic de drogue et des activités criminelles s'est accompagnée d'un accroissement de la pauvreté et de la pénurie d'emplois dans le pays. Malgré tout, Lasso a continué à affaiblir l'Etat et n'a pas apporté la moindre solution à la situation de violence et d'insécurité dans le pays.

Avant la « mort croisée », Lasso a dû faire face à de fortes protestations populaires et à une défaite électorale. En juin 2022, le mouvement indigène a lancé une grève nationale, au cours de laquelle la figure de Leónidas Iza, président de la Confédération des peuples et nationalités indigènes de l'Equateur (CONAIE), a pris de l'ampleur. En février 2023, Lasso a été battu lors d'un référendum⁸, qu'il a lui-même convoqué et qui s'est tenu en même temps que les élections des gouvernements locaux et du Conseil de la participation citoyenne et du contrôle social (CPCCS). RC a été le grand vainqueur de ces élections. En plus d'avoir fait campagne contre ce référendum, il a remporté une série de gouvernements locaux au niveau national, y compris les mairies de la capitale, Quito, et de Guayaquil, la plus grande ville du pays, qui avait été gouvernée pendant deux décennies par l'oligarchie du PSC. Ce triomphe témoigne de la capacité de RC à entretenir un capital politique significatif malgré la proscription dont il a fait l'objet depuis que Correa a quitté le pouvoir en 2017. Cependant, les élections présidentielles de 2021 et 2023 montrent que ce capital ne saurait lui suffire pour occuper la présidence comme il l'a fait entre 2007 et 2017.

Lasso a répondu à la grève nationale avec arrogance et s'est montré incapable de se réinventer. Il n'a pas respecté les accords conclus avec les organisations sociales pour y mettre fin. De plus, il n'a donné aucun signe de changement de politique après les résultats de son référendum qui faisait la part belle à la question de l'insécurité, la plus grande préoccupation actuelle des citoyens. La proposition relative à l'extradition d'Equatoriens liés au crime organisé transnational a été rejetée lors du référendum, tout comme les autres, actant une franche désapprobation du président pour ne pas avoir su résoudre les problèmes majeurs du pays.

La fin anticipée du mandat de Lasso reflète l'échec d'une partie de l'élite qui est arrivée au pouvoir avec un capital politique limité et qui n'a pas su enrayer la crise sécuritaire et économique. RC espérait qu'après l'échec de la droite, les citoyens feraient acte de contrition et choisiraient à nouveau de lui confier les rênes du gouvernement. Cependant, la volonté du peuple s'est exprimée en faveur d'un nouveau gouvernement de droite dirigé par

⁷ P. Ospina, F. Ramírez et P. Stefanoni, « Ecuador, al borde del precipicio », *Revista Nueva Sociedad*, août 2023 (www.nuso.org/articulo/ecuador-urgente/).

⁸ Pour essayer d'augmenter son capital politique auprès de l'électorat, Lasso a promu une consultation populaire, le 6 février 2023. Les questions portaient sur des propositions d'amendements constitutionnels et juridiques visant à promouvoir la sécurité des citoyens, à renforcer la démocratie et à protéger l'environnement. Les électeurs devaient notamment décider s'ils voulaient permettre l'extradition d'Equatoriens liés au crime organisé, donner plus d'autonomie au bureau du Procureur général, réduire le nombre de membres de l'Assemblée et priver le CPCCS de son pouvoir de nommer des autorités de contrôle. Les électeurs ont répondu « non » à toutes les questions.

Daniel Noboa, qui parle d'unité et qui semble faire preuve d'une meilleure compréhension des défis en matière de gouvernance au sein de l'Assemblée. Contrairement à ce qu'a fait Lasso, Noboa s'est entendu avec le PSC et RC au moins sur la répartition des postes de direction à l'Assemblée, sans toutefois que l'on sache s'il y aura réellement des accords programmatiques pour la discussion des projets de loi et des processus de contrôle. Sa première proposition est un projet de réforme fiscale qui prévoit principalement des exonérations pour les entreprises. Selon les estimations de l'Institut de recherche économique de l'Université centrale de l'Équateur, cette réforme permettrait au groupe Noboa de s'alléger de 65 % de la dette de 143 millions USD qu'il doit au fisc⁹.

Noboa a peu d'expérience en matière de gestion publique et il a nommé un gouvernement novice pour s'attaquer aux problèmes profonds du pays dans un laps de temps très court (dix-huit mois seulement). De plus, dans ses premières décisions, il s'est montré autoritaire et peu soucieux des règles et des conventions. Par exemple, pour éloigner sa vice-présidente, dont il se méfie depuis le début de la campagne, il l'a nommée « déléguée pour la paix en Israël » et l'a envoyée vivre à Tel-Aviv. Bien que les délégations diplomatiques des États-Unis et des autres pays de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) aient favorablement accueilli cette décision, elle n'en demeure pas moins opportuniste, mettant à profit une grave crise internationale pour justifier la création d'une commission en dehors des conventions internationales, qui n'apportera rien et ne sert qu'à résoudre un conflit au sein du gouvernement équatorien.

Daniel Noboa : des élites victorieuses et un camp populaire affaibli

L'analyse des élections extraordinaires permet de mieux appréhender le scénario politique actuel. La violence et l'insécurité ont été non seulement un thème central des propositions de campagne, mais aussi un protagoniste tragique. L'assassinat du candidat présidentiel Fernando Villavicencio, un radical de droite et opposant majeur au « corréisme », a bouleversé la campagne et témoigné brutalement de la crise aiguë que traverse le pays. Cet événement s'ajoute à une série d'assassinats et d'attentats qui révèle à quel point les mafias conditionnent les hommes et femmes politiques, et le processus démocratique lui-même : quiconque s'oppose ou ne collabore pas avec l'un des gangs actifs du pays met sa vie en danger. Cette question demeure le principal défi pour le jeune président et son gouvernement inexpérimenté dans lequel, par exemple, il a nommé un expert en arts martiaux et influenceur TikTok au poste de ministre de la Défense.

Malgré la défaite présidentielle, RC reste le parti le mieux accepté mais, comme l'a montré l'élection présidentielle de 2021, il dispose d'une capacité électorale limitée. Le capital politique qu'il a réussi à maintenir ces dernières années a certes été suffisant pour constituer à nouveau le groupe le plus important à l'Assemblée nationale et pour remporter des victoires

⁹ J. Báez Valencia, « El Grupo Noboa tiene una deuda de \$143 millones y dejaría de pagar casi 93 millones por la Ley enviada por el presidente Noboa, lo que equivale al 65% de su deuda », Instituto de Investigaciones Económicas de la Universidad Central del Ecuador, 4 décembre 2023 (<https://coyunturaueie.wordpress.com/2023/12/04/el-grupo-noboa-tiene-una-deuda-de-143-millones-y-dejaría-de-pagar-casi-93-millones-por-la-ley-enviada-por-el-presidente-noboa-lo-que-equivale-al-65-de-su-deuda/>).

décisives lors des élections locales à un tour. Par exemple, il est parvenu à conquérir la mairie de Quito en obtenant 25,18 % des voix. Toutefois, ce soutien électoral constant ne suffit pas à convaincre plus de la moitié des électeurs du pays. Lors des élections extraordinaires, RC a fortement misé sur la nostalgie du passé et a joué sur le clivage corréisme/anticorréisme. Luisa González était une candidate disciplinée très proche de Rafael Correa. Elle parlait avec insistance de l'ancien président comme de son futur principal conseiller. Bien qu'elle ait paru plus émancipée à la fin du second tour, une grande partie de sa campagne a consisté à répondre aux préoccupations des citoyens par un récurrent « nous l'avons déjà fait », plutôt que de présenter une vision d'avenir et d'innover dans sa manière de se connecter à des secteurs de l'électorat qui, depuis un certain temps, ne votent pas pour ce parti.

De son côté, Daniel Noboa s'est distancié du clivage corréisme/anticorréisme repris par la majorité des candidats. Il s'est présenté comme une nouvelle option étrangère aux conflits traditionnels entre partis. Il a su habilement allier l'image novatrice d'un jeune homme d'affaires prospère aux pratiques et structures issues de son héritage politique. En effet, âgé de 36 ans et élu député en 2021, il est le fils d'Alvaro Noboa, magnat de la banane et cinq fois candidat à la présidence. Il ne s'est pas éloigné de la figure de son père ni des pratiques de campagnes électorales de ce dernier. Soutenu par la fortune de l'empire Noboa et secondé par plusieurs membres de sa famille, il a déployé des stratégies clientélistes déjà éprouvées : distribution de nourriture, de matelas, d'appareils électroménagers, financement de brigades médicales, etc. Candidat très peu loquace, il a dû se montrer un peu plus offensif au second tour vis-à-vis de la candidate de Correa, ce qui l'a amené à s'exposer davantage, et donc a révélé son manque d'expérience. Néanmoins, la combinaison d'un renouveau politique et d'un clientélisme ancien s'est avérée une formule gagnante.

L'Equateur a opté, de nouveau, pour un président issu de l'élite économique. Cela soulève d'importantes questions quant aux options de RC et du camp populaire dans son ensemble. Les secteurs mobilisés en octobre 2019 et juin 2022 n'ont pas été directement représentés sur le bulletin de vote des élections extraordinaires. Le mouvement indigène, notamment, n'a pas proposé de candidature. En définitive, Leónidas Iza a renoncé à se présenter, dans un contexte de tensions entre la CONAIE et Pachakutik. Par ailleurs, le mouvement indigène n'a pas soutenu Yaku Pérez, qui avait pourtant été son candidat en 2021. Dans les territoires où la population indigène est la plus importante, le vote s'est réparti entre González et Noboa. Depuis un certain temps, des secteurs du vote indigène optent pour des options de droite, et certains dirigeants indigènes sont loin d'être « de gauche ». Le succès d'une option populaire progressiste ne repose plus seulement sur l'échec du néolibéralisme. Plutôt que de parier sur le rétablissement de l'Etat, une partie des secteurs populaires et de la classe moyenne considère l'esprit d'entreprise et la défense des libertés – peut-être avec plus de force depuis la pandémie et ses confinements – comme des options viables pour surmonter la crise économique et l'insécurité.

Pour citer ce chapitre : Andrés Chiriboga, « Equateur : nouvelle victoire des élites et limites du camp populaire », in D. Recondo (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2023/Les Etudes du CERI*, n° 271-272, janvier 2024 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].